



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama

Semaine du 5 septembre 2024

Dans son nouveau rapport trimestriel, la Banque Centrale du Mexique (Banxico) a révisé à la baisse le taux de croissance du PIB, dorénavant estimé pour 2024 à 1,5 % en g.a. contre 2,4 % dans son précédent rapport.

### LE CHIFFRE A RETENIR

**1,5 %**

Taux de croissance du PIB  
estimé pour l'année 2024

L'autorité monétaire souligne notamment l'essoufflement de la croissance économique au second trimestre, le maintien des pressions inflationnistes et le ralentissement de l'investissement privé qui pourrait s'accroître compte tenu du contexte politique actuel source d'inquiétudes (réforme du pouvoir judiciaire et incertitudes vis-à-vis de l'agenda économique de la nouvelle présidente Claudia Sheinbaum).

En outre, selon Banxico, la demande externe - moteur de la croissance mexicaine - se verrait fragilisée par le ralentissement de l'activité économique des États-Unis, les tensions géopolitiques et une forte volatilité sur les marchés financiers.

# Mexique

## Conjoncture macroéconomique

**La Chambre des députés qui a pris ses fonctions le 1<sup>er</sup> septembre a approuvé à 359 voix contre 135 la controversée réforme constitutionnelle du système judiciaire portée par le président sortant AMLO.** La réforme doit ensuite être examinée par le Sénat. Parmi ses mesures les plus controversées figurent l'élection de l'ensemble des juges et magistrats du niveau fédéral au scrutin universel, y compris ceux du tribunal électoral fédéral et de la Cour suprême, et la réduction du nombre de juges de la Cour suprême de 11 à 9. La société civile et internationale a exprimé ses craintes concernant l'indépendance du pouvoir judiciaire, et les ambassades américaines et canadiennes se sont inquiétées de la menace que constitue cette réforme pour les relations commerciales dans le cadre du T-MEC. Le milieu des affaires a également exprimé ses préoccupations concernant la concentration du pouvoir qui se dessine autour de la coalition de la présidente élue et de sa large majorité au Congrès.

**Le peso mexicain aurait continué à se déprécier en août et début septembre, atteignant 19,83 MXN/USD le 05 septembre (contre 16,93 MXN/USD la veille des élections du 2 juin).** La volatilité du peso par rapport au dollar s'explique d'une part par les facteurs internes en lien avec la crainte des marchés financiers concernant l'absence de contre-pouvoirs lors du prochain mandat. D'autres part, les facteurs externes jouent un rôle important, en lien avec les risques baissiers mondiaux, les perspectives de baisse de la croissance voire de récession aux Etats-Unis et le durcissement de la politique monétaire japonaise, qui a réduit la rentabilité des opérations de *carry-trade*. Pour rappel, le peso s'est affaibli d'environ 16 % depuis les élections de juin.

**Selon l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI), l'inflation globale aurait atteint +5,57 % en g.a., poursuivant ainsi sa tendance haussière.** L'inflation sous-jacente aurait quant à elle continué de décélérer à 4,05 % en juillet 2024 contre 6,64 % en juillet 2023. La composante sous-jacente de l'inflation, dont la décélération s'est modérée en 2024, est principalement alimentée par la hausse des prix des services (+5,22 % g.a. en juillet 2024) tandis que la surchauffe de la composante non sous-jacente résulte de la forte hausse du prix des fruits et légumes (+23,55 % g.a.) et de l'énergie (+9,17 % g.a.). L'inflation ne devrait réintégrer la fourchette cible de la Banque centrale (3 % +/- 1 pp) qu'au premier trimestre de 2025.

**La Banque Centrale du Mexique (Banxico) a abaissé pour la seconde fois le taux directeur de 25 points de base (pdb) en août 2024 après avoir mis fin à son cycle de resserrement monétaire en mars dernier.** Malgré un taux d'inflation au-dessus de la fourchette cible (3 % +/- 1 pp), le Conseil des gouverneurs de Banxico poursuit son cycle d'assouplissement monétaire dans un contexte de décélération de l'inflation sous-jacente et de baisse des prévisions de la croissance. En outre, la Banque centrale prévoit que les pressions inflationnistes sur la composante non sous-jacente seront temporaires et que la dépréciation du peso aura un impact moindre sur l'inflation.

**Selon l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI), le taux de chômage s'élèverait à 2,9 % en juillet 2024, soit une baisse de 0,2 points de pourcentage par rapport à juillet 2023.** Au total, près de 1,37 M d'emplois auraient été créés, 83 % d'entre eux dans le secteur informel. En conséquence, le taux d'emplois informels aurait augmenté, atteignant 54,5 % en juillet 2024 contre 53,8 % en janvier dernier. En outre, en juillet 2024, la population active représenterait 62,1 M de personnes. Le taux de participation au marché du travail aurait légèrement augmenté, atteignant 61 % - le niveau le plus élevé depuis 2015.

## Finances publiques

**Le déficit budgétaire aurait enregistré une hausse de 76 % au cours du premier semestre 2024, s'élevant à 37,5 Mds USD.** La hausse des dépenses budgétaires, qui ont atteint 250,4 Mds USD (+12,1 % g.a.), a été supérieure à la hausse des recettes budgétaires (+5,3 % g.a.). En conséquence, la dette publique s'est élevée à 47,6 % du PIB, contre 46,2 % au premier semestre 2023. Pour rappel, l'administration d'AMLO a proposé pour sa dernière année au pouvoir une politique budgétaire expansionniste, prévoyant un creusement du déficit à 4,9 % du PIB (contre 3,3 % dans le budget 2023) et un creusement de la dette publique à 48,8 % du PIB selon les prévisions du Ministère des Finances.

**Víctor Rodríguez Padilla a été nommé nouveau directeur général de l'entreprise nationale pétrolière *Petroleos Mexicanos* (Pemex).** Titulaire d'un doctorat en économie de l'énergie, Víctor Rodríguez Padilla a été nommé par la présidente nouvellement élue Claudia Sheinbaum afin de poursuivre la mise en œuvre du plan de sauvetage de Pemex qui représente aujourd'hui un risque systémique pour le pays. Pour rappel, l'entreprise pétrolière a vu sa production rapidement diminuer alors qu'elle accumulerait plus de 100 Mds USD de dette. Víctor Rodríguez Padilla devrait dans un premier temps travailler afin d'améliorer la rentabilité de Pemex. Il a par ailleurs annoncé vouloir faire de Pemex une "entreprise verte" en développant les efforts en matière de transition énergétique.

## Indicateurs bourse, change et pétrole

| Indicateurs            | Variation hebdomadaire | Variation sur un an glissant | 04/09/2024       |
|------------------------|------------------------|------------------------------|------------------|
| Bourse (IPC)           | -2,42%                 | -2,72%                       | 51 853,14 points |
| Change MXN/USD         | 19,65%                 | 15,52%                       | 19,91            |
| Change MXN/EUR         | 0,96%                  | 18,98%                       | 22,05            |
| Prix du baril mexicain | -5,86%                 | -17,57%                      | 65,91            |

## Amérique centrale

### Régional

**Xavier Niel envisagerait de racheter Millicom.** Déjà premier actionnaire de l'opérateur avec 29% du capital, l'entrepreneur français souhaiterait racheter l'ensemble des actions restantes et a déjà présenté deux offres, pour l'heure rejetées. Présent dans neuf pays latinoaméricains et notamment en Amérique centrale (particulièrement au Guatemala et au Salvador) sous le nom de Tigo, l'opérateur télécom aurait refusé une première proposition de 4,1 Mds USD lancée au mois de juillet. Le comité indépendant du conseil d'administration aurait également rejeté la seconde offre d'achat lancée en août dernier, de 4,4 Mds USD.

### Belize

**Des rencontres se seraient tenues entre les secteurs privés bélizien et guatémaltèque afin d'identifier de nouvelles opportunités.** Accompagnés de leur premier ministre Briceño, les membres de la Chambre de Commerce et de l'Industrie bélizienne (BCCI) auraient échangé avec plusieurs acteurs guatémaltèques privés tels que l'Association des exportateurs (Agexport) et Guatemala Beyond Expectations. L'objectif de cette visite aurait été d'identifier de nouveaux marchés pour accroître les échanges entre les deux

pays, notamment dans le secteur du tourisme durable, selon le ministère des affaires étrangères bélizien.

**S&P Global Ratings a maintenu sa notation souveraine à "B-/B" pour le Belize.** Maintenant une perspective stable, cette décision reflèterait les attentes d'une croissance continue, la faiblesse des liquidités extérieures et les risques associés au niveau élevé d'endettement du pays.

## Costa Rica

**Dans le cadre de la coopération pour développer l'industrie des semi-conducteurs au Costa Rica, les États-Unis ont débuté les premiers programmes de formation** pour préparer 9 000 Costariciens aux métiers du secteur, en mettant l'accent sur l'assemblage et l'emballage. L'Arizona State University (ASU) a été choisie pour administrer un fonds de 13,8 M USD, servant de plateforme de formation.

**Selon les données de Promotora de Comercio Exterior de Costa Rica (Procomer), les exportations de biens du Costa Rica auraient augmenté de 7% entre janvier et juillet 2024, atteignant 11,3 M USD.** Les équipements médicaux auraient enregistré la plus forte augmentation (+13 %), suivis par le secteur agricole (+5 %), l'industrie alimentaire (+6 %), l'électricité et l'électronique (+6 %), les plastiques (+7 %) et le bétail et la pêche (+3 %). Selon le ministre du commerce extérieur, cette croissance témoigne de la résilience de l'économie face à la hausse des coûts des intrants, le changement des conditions climatiques et la baisse de la demande. Elle a en outre bénéficié des politiques publiques de diversification des produits et marchés.

## El Salvador

**Le gouvernement a détaillé la phase 3 « Logistique » de son plan économique et annoncé le plus grand investissement privé de l'histoire du pays.** Pour un montant de plus d'1,6 Mds USD, la société turque Yilport Holding Inc devrait moderniser le port Acajutla (situé à l'Ouest) et réactiver le port de la Union (Est du pays). Les deux ports appartiendraient alors à un groupe mixte nommé Union Portuaria del Pacifico composé de Yilport (80%) et de la Comisión Ejecutiva Portuaria Autónoma (CEPA) (20%). Cette signature aurait été permise par la visite en Turquie, en 2022, du président salvadorien, et de sa rencontre avec le président Erdogan. Dans une première étape (étape « initiale ») qui devrait débiter à la fin de l'année 2024, 50 M USD devraient être employés pour résoudre les « problèmes urgents » du port d'Acajutla. Viendrait ensuite la phase 1, qui s'élèverait à 709 M USD, dont 74 M USD exclusivement consacrés au port de La Union, qui se concentrerait sur l'imperméabilisation des infrastructures portuaires. Le président a expliqué vouloir construire sur le port



Ouest un quai de 510 mètres, d'une profondeur de 280 mètres. La seconde phase consisterait à reprendre le projet abandonné depuis une vingtaine d'année du port de la Union avec pour objectif de tripler ses capacités, en construisant de nouvelles infrastructures et en ajoutant des équipements.

**3 M de salvadoriens auraient souffert d'insécurité alimentaire entre 2021 et 2023, soit 47% de la population.** Selon un rapport publié par l'ONU, le nombre de personnes touchées par une insécurité modérée à sévère aurait augmenté de 400 000 par rapport aux 2,6 M enregistrés entre 2014 et 2016.

**Proportionnellement à son PIB, El Salvador serait le pays le plus endetté d'Amérique centrale.** Selon le FMI, le pays serait le seul de la région à franchir le seuil de 75% avec une dette publique qui représenterait 84,4% de son PIB. Le pays le moins endetté serait le Guatemala avec 27,6%. Selon les prévisions du Fonds, en 2029, El Salvador et le Guatemala seraient les deux seules nations qui ne parviendraient pas à réduire leur dette publique en pourcentage du PIB.

**Le déficit aurait augmenté de 5,4 % g.a. au premier semestre 2024.** El Salvador aurait clôturé les six premiers mois de l'année avec un déficit de 4 580 M USD, soit 233 M USD de plus qu'au premier semestre 2023. Selon la Banque centrale, cette hausse s'expliquerait par une baisse de 6,7 % g.a des exportations, qui seraient passées de 3 439 M USD au S1 2023 à 3 209 M USD au S1 2024. Les importations seraient restées stables, avec une très légère hausse de 3 M USD, soit une augmentation de moins de 0,05% g.a. avec une valeur totale de 7 789 M USD. Le principal partenaire commercial du Salvador reste les États-Unis, qui sur les six premiers mois 2024 ont absorbé plus du tiers de ses exportations et fourni le tiers de ses importations.

## Guatemala

**Une croissance de 3,3 % g.a. aurait été enregistrée au cours du premier trimestre 2024.** Tirée par une augmentation de la demande intérieure, en particulier par la consommation finale des ménages, le rythme est néanmoins plus modéré qu'à la même période l'an dernier, qui affichait une croissance de 4% g.a. Les secteurs des activités financières et d'assurance, de la santé et de l'hôtellerie-restauration sont ceux ayant enregistré les plus fortes hausses avec respectivement 8,9 % g.a., 7,3 % g.a. et 5,9 % g.a.

**L'accord de libre-échange signé entre le Guatemala et Israël serait entré en vigueur.** Signé en septembre 2022, ce traité devrait notamment permettre au pays centraméricain d'exporter des produits issus de l'agriculture comme la cardamome ou le café à des tarifs préférentiels, et développer les relations bilatérales, particulièrement dans le secteur de l'innovation technologique. Les produits importés d'Israël, tels que les engrais, les insecticides et les fongicides, devraient également bénéficier d'une réduction des tarifs pour les producteurs/agriculteurs.

**Le gouvernement aurait annoncé vouloir réaliser un investissement de 2,5 Mds USD dans le secteur du café.** Lors de sa participation au Congrès des producteurs de café (CAFEX), le président de la République aurait expliqué vouloir moderniser le secteur, soutenir les petits producteurs et promouvoir l'agriculture durable. Cet investissement devrait bénéficier à plus de 150 000 familles. Chaque année, le secteur générerait environ un demi-million d'emplois, principalement dans les moyennes et grandes unités de production.

**56% de la population guatémaltèque vivrait sous le seuil de pauvreté.** Selon l'Institut national des statistiques (INE), 40% des citoyens seraient en situation de pauvreté et 16% en extrême pauvreté. Le département d'Alta Verapaz a le pourcentage de pauvreté le plus élevé (90 %), suivi par Quiché, Huehuetenango, Baja Verapaz et Jalapa, tous avec des pourcentages supérieurs à 80%. Les départements les moins pauvres sont Guatemala (21%), Sacatepéquez (38%) et Escuintla (39%).

## Honduras

**Une croissance de 4,4 % g.a. aurait été enregistrée au cours du premier semestre 2024.** Selon la Banque centrale, les secteurs de l'intermédiation financière et des assurances, la construction privée, l'eau et l'électricité, et le commerce sont ceux ayant enregistré les plus fortes hausses avec respectivement 15% g.a., 11 % g.a., 8,7 % g.a. et 5,7 % g.a. La Banque centrale expliquerait cette hausse par une reprise soutenue de la demande intérieure.

**Les exportations se seraient contractées de 5,3 % g.a. au cours du premier semestre avec une valeur totale de 5 755 M USD.** Selon la Banque centrale, cette baisse s'expliquerait tout d'abord par une diminution de 8,5 % g.a. des exportations de marchandises générales. Parmi les principaux postes en baisse, on retrouve les secteurs agroalimentaire (527 M USD) et manufacturier (2 421) avec une contraction respective de 11 % g.a. et 8,7 % g.a. La balance commerciale aurait alors enregistré une hausse de 16 % g.a. du déficit. L'Amérique du Nord resterait la première destination des exportations honduriennes, représentant près de 60 % de ses ventes à l'étranger.

**Le Honduras aurait signé un protocole d'accord avec la République Dominicaine pour favoriser leur connectivité aérienne.** Selon l'Agence hondurienne de l'aviation civile (AHAC), l'accord prévoit de relier les deux pays et d'augmenter progressivement l'offre de services aériens avec des « fréquences illimitées ». Au cours des 20 dernières années, aucune compagnie aérienne n'aurait relié les deux pays.

**Le Honduras et la Chine auraient signé un accord pour la construction et l'équipement d'écoles.** Dans le cadre d'une visite officielle du vice chancelier chinois, la Chine se serait engagée à réaliser une étude de faisabilité pour la construction de 375 centres éducatifs en milieux ruraux. En mars dernier déjà,

le Honduras avait signé un accord de coopération d'une valeur de 275 M USD avec la Chine pour améliorer ses infrastructures scolaires.

**Un accord avec la Chine visant à accélérer la conclusion d'un TLC aurait été signé et devrait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre.** Cet accord devrait permettre au pays d'exporter des crevettes et d'autres produits de la mer vers la Chine, sans droits de douane, en attendant la signature de l'accord de libre-échange. Le 16 juillet dernier, le parlement hondurien avait adopté un projet de loi autorisant l'accès immédiat des crevettes honduriennes au pays asiatique.

## Nicaragua

**Les exportations vers la Chine auraient augmenté de 80 % g.a. au cours du premier semestre.** Avec une valeur totale de 52 M USD, le ministère de l'industrie et du développement du commerce (MIFIC) justifierait cette hausse en raison de l'entrée en vigueur en janvier dernier de l'accord commercial entre les deux pays. La suppression des droits de douanes sur les principaux produits vendus à l'étranger du pays (or, viande, café et huiles) et l'inauguration de la nouvelle route maritime en juillet dernier devraient selon le MIFIC permettre le maintien de la croissance des échanges pour le second semestre.

**Les investissements directs étrangers se seraient contractés de 5 % g.a. en 2023.** Selon un rapport de la CEPAL, les IDE auraient atteint une valeur totale de 1,23 Mds USD, dont 59 % proviendraient de réinvestissements de bénéfices qui auraient chuté de 24 % g.a. en 2023. Les prêts inter-entreprises auraient augmenté de 522 % g.a. et représenté 20 % des IDE totaux.

**Les envois de fonds auraient augmenté de 12 % g.a. au premier semestre 2024.** Les Nicaraguayens auraient reçu 2 477 M USD, soit 263 M USD de plus qu'au cours du premier semestre 2023. Selon la Banque centrale, 82 % proviendraient des Etats-Unis (2 044 M USD), 7 % du Costa Rica (186 M USD) et 5,8 % d'Espagne (144 M USD). Près de 20 % des citoyens nicaraguayens (6,8 M de personnes) vivaient à l'étranger, principalement aux États-Unis et au Costa Rica ; la moitié seraient illégaux.

**Le déficit commercial aurait augmenté de 60 % g.a. au premier semestre 2024.** Il se serait élevé à 1 244 M USD en juin, contre 777 M USD au premier semestre 2023. La Banque centrale expliquerait cette hausse en raison d'une baisse des exportations de 1 % g.a. et d'une hausse des importations de 9 % g.a. Le Nicaragua avait clôturé l'année 2023 avec un déficit commercial de 2 454 M USD, soit une hausse de 2,5 % g.a., ce qui représentait 13,8 % de son PIB.

## Panama

**Lors de la séance plénière de l'Assemblée nationale, le projet de loi sur le budget du Canal de Panama pour l'exercice 2024-2025 a été approuvé pour un**



**montant de 5,6 Mds USD.** La dotation au budget de l'Etat est attendue à hauteur de 2,8 Mds USD, ce qui représente 318 M USD de plus que le montant qui devrait être apporté pour le dernier exercice. Les dépenses de fonctionnement sont estimées à 1,6 Md USD et le programme d'investissement proposé est composé de 37 projets, avec un budget approximatif de 435 M USD. La proposition budgétaire vise à poursuivre les programmes de modernisation de la voie navigable interocéanique et les efforts pour une solution globale à la question de la gestion des ressources en eau et le fonctionnement du Canal qui avait été durement impacté par une année de sécheresse. Le trafic sur le Canal est aujourd'hui revenu à la normale après l'autorisation du passage de 36 navires par jour ce dimanche 1er septembre (contre 25 navires par jour en novembre 2023).

**Le ministre de l'Economie et des Finances, Felipe Chapman, a indiqué que la projection de +2,5 % de croissance était maintenue malgré un consensus sur l'accélération de l'activité économique d'ici la fin de l'année 2024.** En outre, ce dernier a également rappelé que le gouvernement s'est engagé à respecter une grande discipline budgétaire. Selon lui, le plan de restriction des dépenses de 1,4 Md USD permettra au gouvernement de faire face à une baisse attendue des recettes. Il admet par ailleurs qu'étant donné la situation des finances publiques, le respect de la règle budgétaire de 2 % du PIB fixée comme plafond dans la loi de responsabilité budgétaire pourrait être compromis.

**Le Conseil des ministres a approuvé deux décrets autorisant le ministère de l'Economie et des Finances (MEF) à lancer un programme d'émission sur le marché local des capitaux et la possibilité de contracter des schémas de financement avec des institutions financières locales et internationales.** Un premier décret autorise la création d'un programme d'émission de bons du Trésor et leur placement sur le marché local des capitaux, avec des durées allant de 2 à 10 ans, d'un montant cumulé maximum autorisé de 6 Mds USD. Un autre décret autorise quant à lui le MEF à souscrire des schémas de financement auprès de différentes institutions financières locales et internationales, pour un montant cumulé maximum de 3 Mds USD. Le gouvernement du Président José Raúl Mulino a émis, au cours des 30 premiers jours de gouvernement, 83,2 M USD en bons du Trésor. Cette émission marque le début de la stratégie récemment annoncée par le ministre de l'Economie et des Finances, Felipe Chapman, visant à tirer parti du financement de l'État par le marché local. Parallèlement, 20,6 M USD ont été reçus en juillet de la part d'organisations multilatérales telles que la Banque interaméricaine de développement (BID) et la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE), ainsi que de l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID), destinés aux programmes d'assainissement de la baie de Panama et des districts d'Arraiján et de la Chorrera.

**Suite à la sortie du Panama de la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI) en octobre 2023, le pays s'est engagé à poursuivre ses efforts en matière de régulation sur les marchés des cryptomonnaies et autres actifs virtuels.** Cela a été confirmé lors de la dernière réunion du GAFILAT (ORTG du GAFI pour

l'Amérique latine) par les autorités du Panama. De nouvelles réglementations devraient être implémentées d'ici 2027 comme par exemple la création d'une autorité de régulation des actifs virtuels en ce qui concerne la prévention du blanchiment d'argent.

**Standard & Poor's (S&P) maintient le Panama en catégorie *investment grade* malgré la dégradation de la perspective à un an qui devient négative, notamment du fait de la hausse du déficit budgétaire.** L'agence de notation justifie cette dégradation par la fermeture de la mine de *Cobre Panama* l'année dernière, qui affecterait la confiance des investisseurs et pèserait sur l'investissement privé. Plusieurs éléments comme un déficit budgétaire plus élevé, en raison de la réduction des recettes et du ralentissement du rythme de la croissance économique, sont également mis en avant.

**Le secrétaire à l'Énergie, Juan Manuel Urriola, a annoncé que le Panama s'apprêtait à relancer la production d'éthanol afin de stimuler l'économie et se positionner en tant que leader régional dans le domaine des biocarburants.** Cette annonce a été faite lors du séminaire régional sur l'éthanol « Cultiver l'énergie » qui s'est tenu à San José, au Costa Rica, au siège de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), et qui a rassemblé plus de 70 hauts fonctionnaires et représentants des secteurs privé et public de six pays d'Amérique centrale et des Caraïbes. Le secrétaire d'État a déclaré qu'un nouveau cadre réglementaire était en cours d'élaboration afin de garantir que l'utilisation de l'éthanol soit durable et fructueuse à long terme.

## Caraïbes

**Les 15 000 kilomètres carrés de récifs coralliens des Caraïbes génèreraient environ 3,4 Mds USD par an de retombées économiques.** Près de 90 % de cette valeur ajoutée proviendrait du tourisme, le reste de la pêche. Cependant, les Caraïbes sont durement impactées par la crise environnementale en cours alors que la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) confirme le quatrième épisode mondial de blanchissement des coraux, mettant en péril les écosystèmes marins déjà fragiles de la région. En effet, les projections de la NOAA révèlent que de vastes zones des Caraïbes sont sur le point de subir un stress thermique sévère, plaçant de nombreuses régions sous le niveau d'alerte 2, le niveau de menace le plus élevé pour le blanchissement des coraux.

## Trinité-Et-Tobago

**BP Trinidad and Tobago (bpTT) a conclu un accord avec Perenco T&T pour céder ses champs gaziers offshore Immortelle, Flamboyant, Amherstia et Cashima ainsi que les installations de production associées.** L'accord porte

également sur les ressources non développées du champ de Parang. Les deux parties considèrent qu'il s'agit d'un accord « gagnant-gagnant » qui soutient la volonté de BP de devenir une entreprise davantage spécialisée, tout en permettant à Perenco d'étendre sa présence à Trinité-et-Tobago, en investissant dans les actifs pour débloquer des réserves de gaz supplémentaires et augmenter le potentiel de production des champs.

## Cuba

**De nouvelles mesures réglementaires ont été publiées par le gouvernement cubain, afin de perfectionner et encadrer l'activité du secteur privé.** Parmi les nouvelles mesures figurent : la décentralisation dans l'approbation des nouvelles PME, des nouvelles exigences pour en devenir partenaire, la création d'une structure publique en charge du secteur privé (rattachée au Conseil des Ministres) ou encore la réduction de la liste des activités économiques interdites ou limitées. Ces modifications s'inscrivent dans la nouvelle politique de « redressement » de l'activité privée à Cuba, entamée récemment par le gouvernement. Annoncée en juillet 2021 dans le cadre d'une nouvelle stratégie économique et sociale, la création des PME a permis l'expansion du secteur privé en pleine crise économique. Actuellement plus de 590 000 personnes exercent des activités à titre privé. Fin juillet, les autorités ont confirmé que la contribution fiscale des acteurs non étatiques atteindrait 15% de l'ensemble des recettes fiscales de cette année.

## République Dominicaine

**La Banque centrale de la République dominicaine (BCRD) a réduit son taux directeur de 25 points de base, passant de 7 % à 6,75 % par an.** Cette décision s'inscrit dans le cadre d'un retour de l'inflation dans la fourchette cible de 4 % (avec une marge de +/-1 %) et vise à soutenir la reprise économique tout en assurant la stabilité des prix. Les taux de la facilité permanente d'expansion de la liquidité ont également été ajustés, passant de 7,50 % à 7,25 % par an, tandis que le taux des dépôts rémunérés (Overnight) est passé de 6 % à 5,75 % par an.

## Haïti

**Le 12 août 2024, le Conseil des ministres haïtien a approuvé le Budget rectificatif 2023-2024, révisé à 255 Mds HTG (1,7 Md EUR), soit une réduction de 20,5 % par rapport aux prévisions initiales.** Le Conseil des ministres a expliqué que cette révision est due à des ressources insuffisantes et à la contraction économique du pays. Les priorités incluent la sécurité, le soutien aux populations vulnérables, la création d'emplois et la lutte contre la corruption. Aucune mesure de financement monétaire n'est prévue afin d'éviter l'inflation.

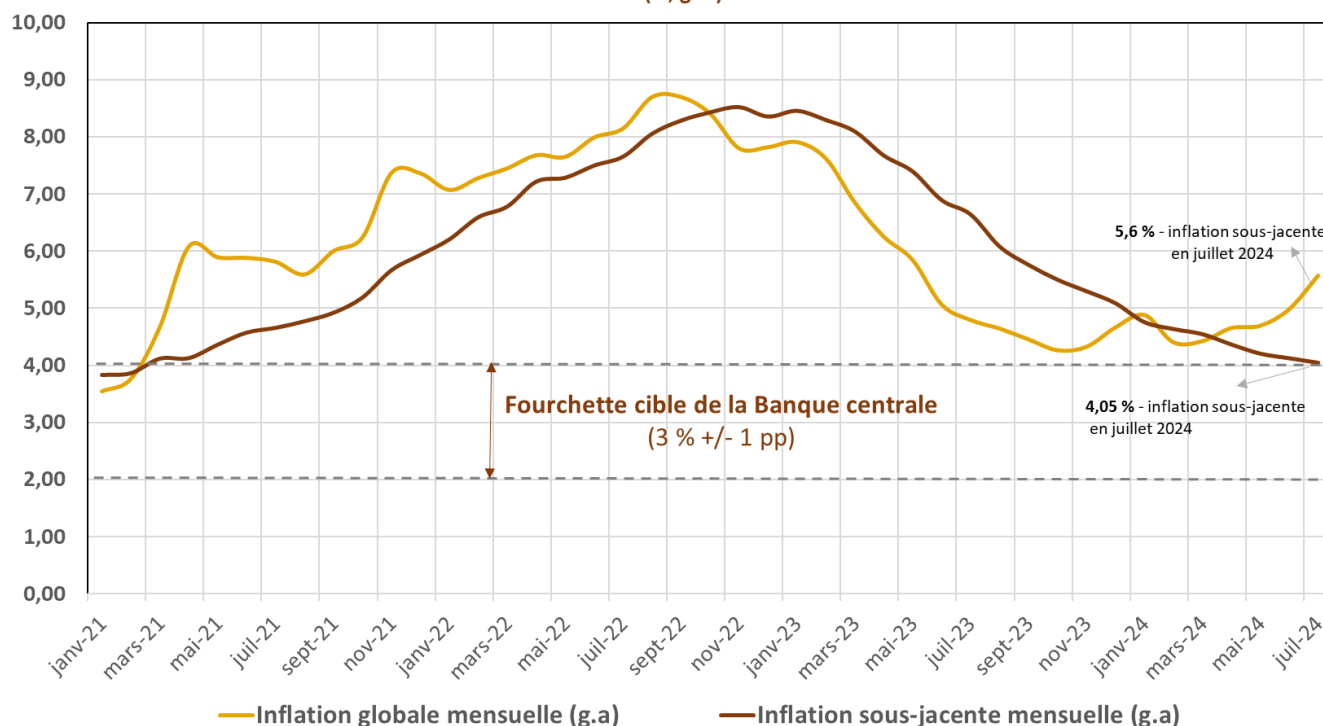
## Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

| Pays                   | Population<br>(millions d'hab.,<br>2022) | PIB nominal<br>(Mds USD,<br>2023) | Croissance<br>du PIB 2020 | Croissance<br>du PIB 2021 | Croissance<br>du PIB 2022 | Croissance<br>du PIB 2023 | Prévision<br>FMI 2024 | Dette<br>publique<br>(% PIB, 2024,<br>prév FMI) | Inflation<br>(2024, prév<br>FMI) | Taux<br>d'intérêt<br>directeur |
|------------------------|------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|-----------------------|-------------------------------------------------|----------------------------------|--------------------------------|
| Mexique                | 132,3                                    | 1 810,1                           | - 8,6 %                   | 5,7 %                     | 3,7 %                     | 3,2 %                     | 2,2 %                 | 55,6 %                                          | 4 %                              | 10,75 %                        |
| Belize                 | 0,5                                      | 3,1                               | -13,7 %                   | 17,9 %                    | 8,7 %                     | 4,7 %                     | 3,4 %                 | 62,9 %                                          | 3,1 %                            | 2,25 %                         |
| Costa Rica             | 5,3                                      | 86,5                              | -4,3 %                    | 7,9 %                     | 4,6 %                     | 5,1 %                     | 4 %                   | 60,6 %                                          | 0,3 %                            | 4,75 %                         |
| Guatemala              | 19,4                                     | 102                               | -1,8 %                    | 8 %                       | 4,1 %                     | 3,5 %                     | 3,5 %                 | 27,6 %                                          | 4 %                              | 5,00 %                         |
| Honduras               | 10,7                                     | 34,9                              | -9 %                      | 12,5 %                    | 4 %                       | 3,5 %                     | 3,6 %                 | 44,6 %                                          | 4,4 %                            | 4,00 %                         |
| Nicaragua              | 6,7                                      | 17,4                              | -1,8 %                    | 10,3 %                    | 3,8 %                     | 4,7 %                     | 3,5 %                 | 39,2 %                                          | 5 %                              | 7,00 %                         |
| El Salvador            | 6,4                                      | 34                                | -7,9 %                    | 11,9 %                    | 2,8 %                     | 3,5 %                     | 3 %                   | 84,4 %                                          | 0,9 %                            | --                             |
| Haïti                  | 12,4                                     | 21,5                              | -3,3 %                    | -1,80 %                   | -1,7 %                    | -1,9 %                    | - 3 %                 | 14,9 %                                          | 23 %                             | 10,00 %                        |
| Jamaïque               | 2,8                                      | 18,9                              | -9,9 %                    | 4,6 %                     | 5,2 %                     | 2,2 %                     | 1,8 %                 | 67,5 %                                          | 5 %                              | 6,75 %                         |
| Panama                 | 4,5                                      | 83,4                              | -17,7 %                   | 15,8 %                    | 10,8 %                    | 7,3 %                     | 2,5 %                 | 54,1 %                                          | 1,7 %                            | --                             |
| République Dominicaine | 10,8                                     | 120                               | -6,7 %                    | 12,3 %                    | 4,9 %                     | 2,4 %                     | 5,4 %                 | 59,5 %                                          | 4,2 %                            | 6,75 %                         |
| Cuba                   | 11,2                                     | 25,3                              | -10,9 %                   | + 1,3 %                   | 3,2 %<br>(EIU)            | 3,8 %<br>(EIU)            | 3,6 %<br>(EIU)        | 129,4 %<br>(EIU)                                | 36,8 %<br>(EIU)                  | --                             |

Source : FMI, World Economic Outlook, Juillet 2024

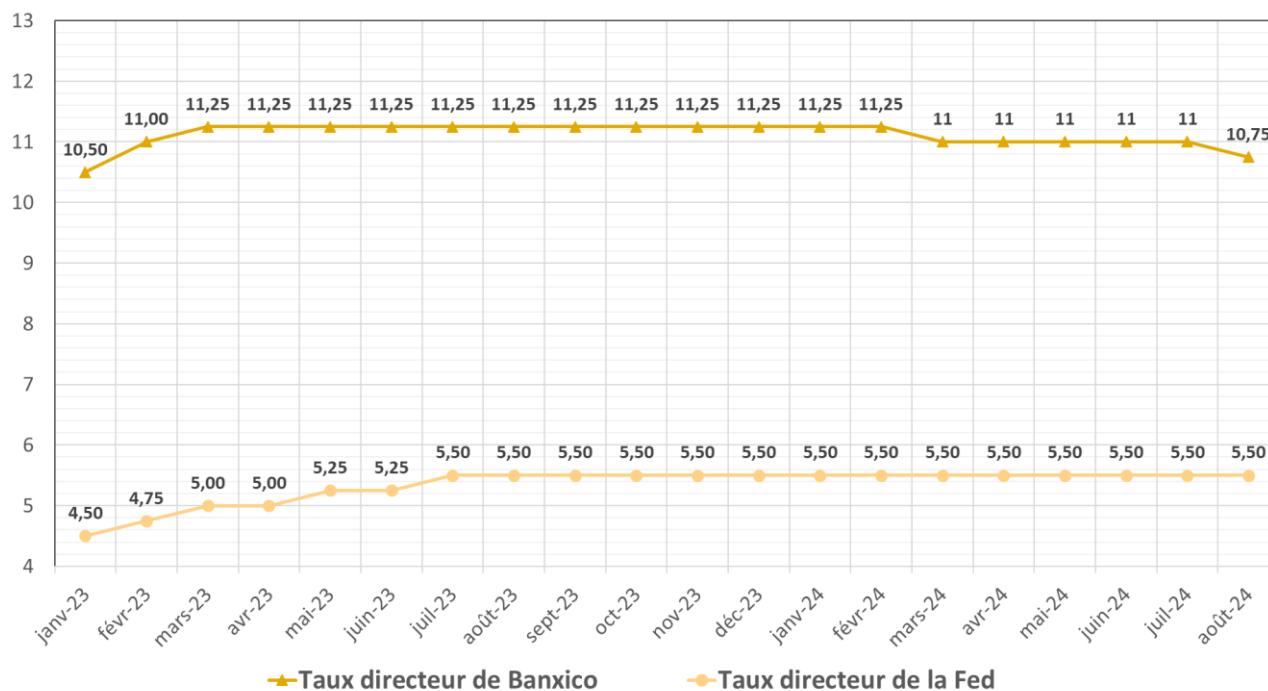
### – Annexe Graphique Mexique –

#### INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

### DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)



Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

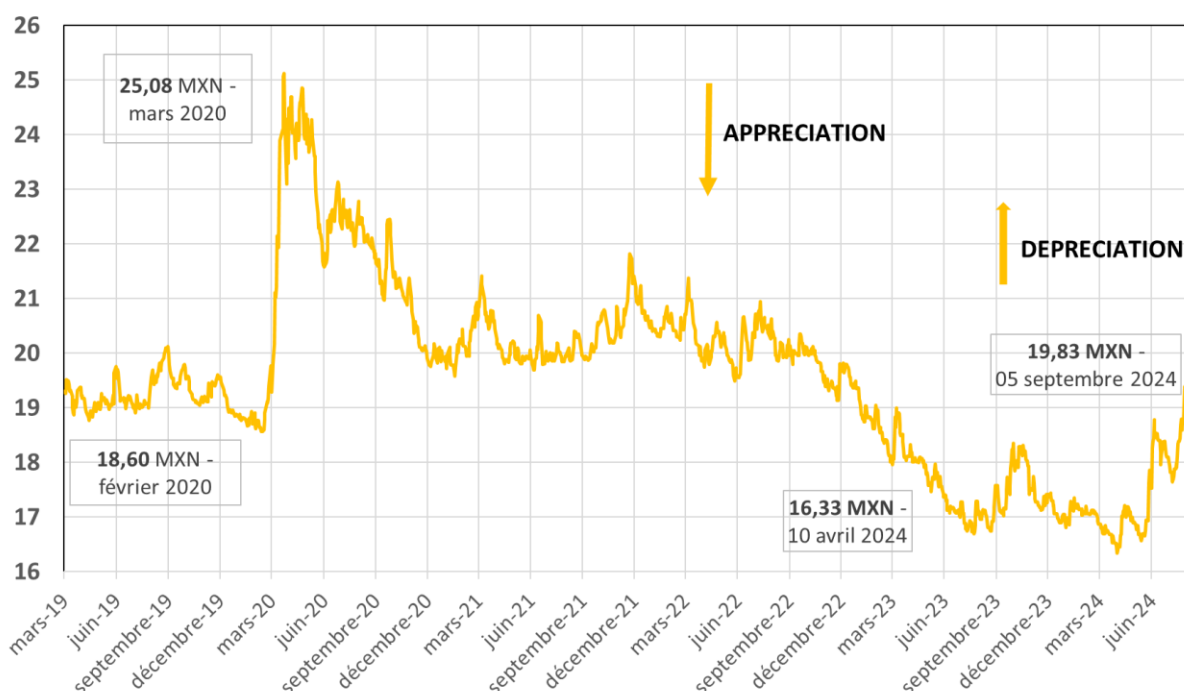
| date    | Taux directeur de Banxico | Taux directeur de la Fed | Différentiel (pdb) |
|---------|---------------------------|--------------------------|--------------------|
| janv-23 | 10,50                     | 4,50                     | 600                |
| févr-23 | 11,00                     | 4,75                     | 625                |
| mars-23 | 11,25                     | 5,00                     | 625                |
| avr-23  | 11,25                     | 5,00                     | 625                |
| mai-23  | 11,25                     | 5,25                     | 600                |
| juin-23 | 11,25                     | 5,25                     | 600                |
| juil-23 | 11,25                     | 5,50                     | 575                |
| août-23 | 11,25                     | 5,50                     | 575                |
| sept-23 | 11,25                     | 5,50                     | 575                |
| oct-23  | 11,25                     | 5,50                     | 575                |
| nov-23  | 11,25                     | 5,50                     | 575                |
| déc-23  | 11,25                     | 5,50                     | 575                |
| janv-24 | 11,25                     | 5,50                     | 575                |
| févr-24 | 11,25                     | 5,50                     | 575                |
| mars-24 | 11                        | 5,50                     | 550                |
| avr-24  | 11                        | 5,50                     | 550                |
| mai-24  | 11                        | 5,50                     | 550                |
| juin-24 | 11                        | 5,50                     | 550                |
| juil-24 | 11                        | 5,50                     | 550                |
| août-24 | 10,75                     | 5,50                     | 525                |

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



## EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

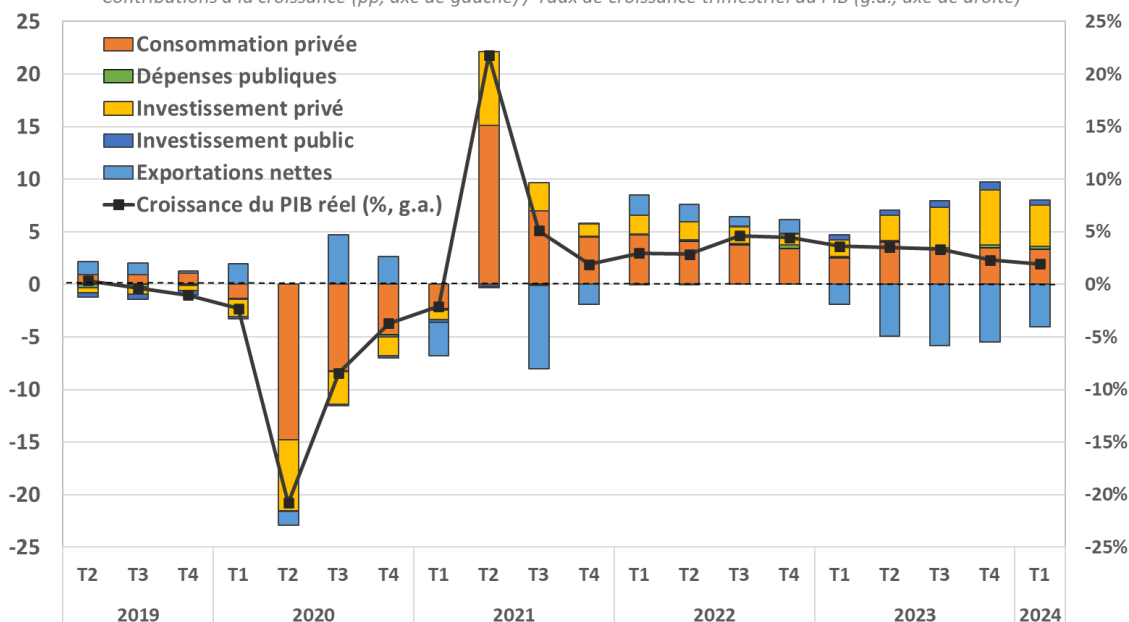
(MXN/USD)



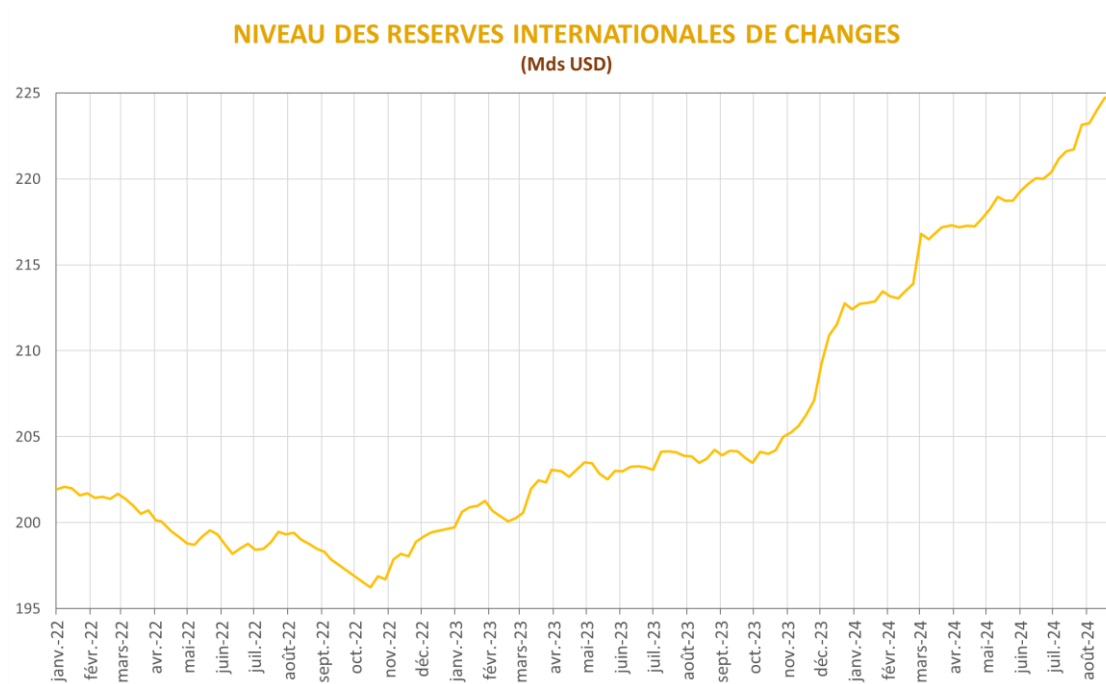
Source : Banque centrale du Mexique

## PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : [mexico@dgtresor.gouv.fr](mailto:mexico@dgtresor.gouv.fr)